

Livre blanc: stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité

2007/2285(INI) - 27/05/2008

En adoptant le rapport d'initiative de M. Alessandro **FOGLIETTA** (UEN, IT) sur le Livre blanc sur la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité, la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire se félicite du Livre blanc de la Commission qu'il considère comme un étape importante dans une stratégie globale de lutte contre la recrudescence de l'obésité et les maladies liées à l'alimentation en Europe. Les députés considèrent toutefois que seule une approche globale menée à plusieurs niveaux constituera le meilleur moyen de lutter contre l'obésité dans l'Union.

Comme ils l'ont déjà fait à plusieurs reprises, les députés demandent aux États membres de reconnaître l'obésité comme une maladie chronique. Ils font ensuite de très nombreuses recommandations pour lutter contre l'obésité allant d'une meilleure information des consommateurs (notamment via un meilleur étiquetage) à la promotion de l'activité physique.

Parmi ces propositions, on relèvera notamment les suggestions suivantes :

- mettre en place une politique favorisant la qualité des denrées alimentaires ;
- garantir une information compréhensible sur les étiquettes pour permettre aux consommateurs de choisir des aliments de bonne qualité ;
- mettre en place un groupe de haut niveau "nutrition et activité physique" chargé entre autre de définir des critères et améliorer la connaissance en matière de lutte contre l'obésité;
- favoriser l'autoréglementation dans tous les secteurs industriels concernés, notamment ceux concernés par l'alimentation à destination des enfants, tout en prônant des mesures plus concrètes axées sur les enfants et les groupes à risque;
- promouvoir l'information des consommateurs européens afin de leur permettre de choisir et de décider réellement de leur propre alimentation et de celle de leurs enfants;
- favoriser l'information et l'éducation des parents en matière de nutrition en utilisant les relais que sont les professeurs, les organisateurs de manifestations culturelles et autres professionnels de la santé ;
- prévoir un programme en faveur des fruits à l'école dans les écoles primaires;
- contribuer à encourager les individus à pratiquer des activités physiques quotidiennement en créant des structures locales qui encouragent la population à se mettre à une activité physique de loisirs (ex. : en promouvant les moyens de transport public, des parcs et des infrastructures sportives accessibles, des pistes cyclables et en faisant des villes des endroits propices à un mode de vie sain) ;
- favoriser la conscientisation des jeunes filles, au sortir de l'adolescence, à la poursuite d'une activité sportive ;
- motiver le secteur privé à jouer un rôle de 1^{er} plan dans la réduction de l'obésité en développant de nouveaux produits plus sains.

Vers une approche globale : les députés prient la Commission d'adopter une approche plus globale de l'alimentation et de faire de la malnutrition, parallèlement à l'obésité, une priorité essentielle en l'inscrivant chaque fois que cela est possible dans les initiatives de recherche financées par l'UE. Ils soulignent que l'Union doit jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'une approche commune notamment dans des domaines tels que l'information des consommateurs, l'éducation nutritionnelle, la publicité dans les médias, la production agricole et l'étiquetage des denrées alimentaires. Les députés soulignent notamment

la nécessité de créer des indicateurs européens pour le tour de taille et pour les facteurs de risque liés à l'obésité (ex. : l'obésité abdominale).

Priorité aux enfants : les députés invitent la Commission et tous les acteurs concernés à faire de la lutte contre l'obésité une priorité, dès les premières étapes de la vie. Parmi les actions préconisées figurent notamment des campagnes d'information destinées aux femmes enceintes afin de les sensibiliser aux principes d'une alimentation saine et au contrôle du volume des portions. De la même manière, des actions devraient être menées dans les États membres pour renforcer l'activité physique dès la maternelle et promouvoir l'éducation nutritionnelle dès le plus jeune âge. Globalement, les députés estiment que **l'école** a un rôle majeur à jouer pour garantir une activité physique et une alimentation équilibrée aux enfants. Les députés suggèrent ainsi la mise en place, dans les établissements scolaires des États membres, d'un minimum de **3 heures d'activités sportives par semaine**. Des efforts doivent également être faits au niveau des cantines scolaires (pour améliorer la qualité et les normes nutritionnelles des repas dans les écoles et dans les jardins d'enfants). Il faut en outre renforcer l'offre de fruits et de légumes frais. Les députés saluent dans ce contexte le lancement d'un projet européen "**fruits à l'école**" soutenu financièrement par l'Union européenne. Parallèlement des initiatives sont réclamées pour encourager les États membres qui ne l'ont pas encore fait à **réduire la TVA sur les fruits et légumes**. Les députés demandent notamment la modification des textes communautaires afin que la filière des fruits et légumes puisse bénéficier d'un taux réduit de TVA inférieur à 5%.

Choix éclairés et disponibilité de produits sains : les députés estiment que la reformulation des produits constitue un outil très efficace pour réduire le taux de graisses, de sucre et de sels dans l'alimentation. Ils encouragent donc les producteurs à reformuler les aliments riches en énergie mais peu nutritifs afin de réduire leur teneur en graisses, en sucre et en sels. Ils souhaitent surtout que **l'étiquetage des produits alimentaires soit obligatoire et clairement formulé**. Pour permettre aux consommateurs de choisir leurs aliments en toute connaissance de cause, les députés recommandent de comparer le contenu nutritif des divers produits alimentaires et que l'étiquette mentionne clairement la part de nutriments pour 100 g ou 100 ml. Dans la foulée, les députés demandent **l'interdiction dans toute l'Union des acides gras trans** (responsables de maladies cardio-vasculaires). Ils appellent également les États membres à contrôler la teneur des substances en sel, en glutamate, guanylate et inosinate très présents dans les plats préparés. De même, les professionnels de l'industrie alimentaire devrait revoir la taille des portions alimentaires individuelles afin d'offrir une gamme plus large d'aliments dans des portions plus petites.

Médias et publicité : d'importantes mesures sont réclamées pour renforcer la conscientisation des médias afin de les inciter à pousser les européens à pratiquer plus d'activités physiques et à mieux s'alimenter. Si les députés se réjouissent de l'approche volontaire adoptée dans la directive sur les services de médias concernant la publicité pour les aliments à faible valeur nutritionnelle destinée aux enfants, les députés souhaitent aller encore plus loin : ils attendent ainsi des propositions plus sévères si l'approche volontaire s'avère inefficace. Ils invitent également l'industrie à limiter la publicité télévisée de produits non sains destinés aux enfants à des tranches horaire bien précises. Ces limitations devraient également s'appliquer aux nouveaux médias tels que les jeux en ligne, les pop-ups et les SMS.

Santé et recherche : les députés demandent un effort tout particulier en matière de recherche en matière de santé : il faut tout à la fois sensibiliser les pédiatres à leur rôle de premier plan en matière de diagnostic précoce de l'obésité et définir des indicateurs européens sur les facteurs de risques cardiométaboliques associés à l'obésité. Sachant que 40% des patients des hôpitaux (et entre 40 et 80% des résidents des maisons de retraite) sont mal nourris, il importe également d'améliorer la quantité et la qualité de l'alimentation servie en hôpitaux et maisons de retraite. Il faut en outre sensibiliser la population aux risques liés à l'obésité et à l'obésité abdominale mais aussi à ceux liés aux "autorégimes" particulièrement dangereux lorsqu'ils sont associés aux médicaments anti-obésité. Enfin, les députés demandent le financement d'études européennes sur les relations existant entre obésité et maladies chroniques telles que le cancer ou le diabète.